

Jean-Charles Falardeau (1914-1989)

Sociologue, Faculté des sciences sociales  
Université Laval

(1968)

# “Le Québec n'est plus un passé mais un avenir”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Charles Falardeau,

Professeur titulaire, École des sciences sociales de l'Université Laval.

**“Le Québec n'est plus un passé mais un avenir”.**

Un article publié dans la **Revue de l'Institut de sociologie**, 1968, no 1, pp. 73-78. Bruxelles: Université libre de Bruxelles.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 14 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 22 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



# Table des matières

[Introduction](#)

[La société française-canadienne et la littérature](#)

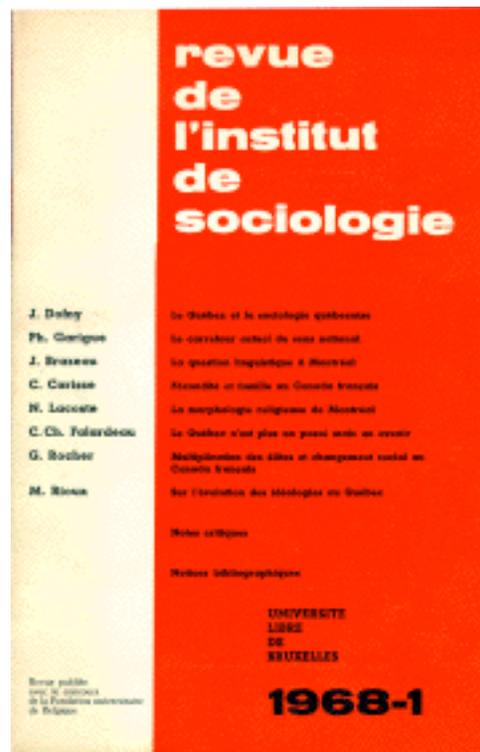
[Les changements dans les structures sociales](#)

[La vie politique](#)

[Que sera l'avenir ?](#)

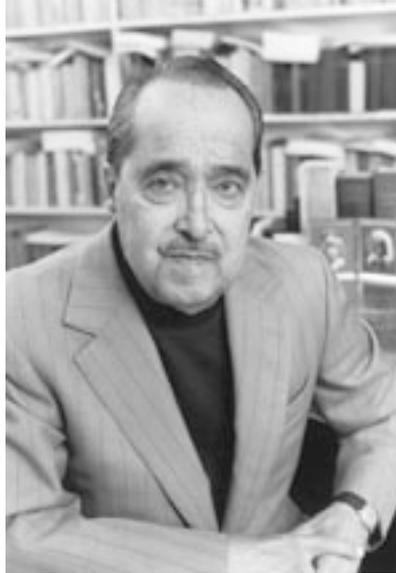
Jean-Charles Falardeau (1914-1989)

"Le Québec n'est plus un passé mais un avenir"  
(1968)



Un article publié dans la **Revue de l'Institut de sociologie**, 1968, no 1, pp. 73-78. Bruxelles: Université libre de Bruxelles.

## Jean-Charles Falardeau (1914-1989)



[Retour à la table des matières](#)

# Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La création littéraire au Québec depuis vingt ans révèle les traits de ce pays qui s'éveille. Réaliste et protestataire, elle tente de comprendre la déstructuration de la société et de définir ses nouvelles orientations. Changements dans les structures sociales et dans la vie politique révèlent et expliquent le besoin croissant d'autonomie des Canadiens français, font apparaître le Québec comme le seul cadre politique susceptible d'incarner leurs aspirations comme peuple et comme porteurs d'une culture propre.

Le Québec d'aujourd'hui peut donner -l'impression d'un jeune géant qui s'éveille. Les traits de son visage nous sont familiers mais son allure, ses gestes, semblent excessifs. Si cependant on y regarde de près, si surtout on évoque le passé immédiat et même ancien, on reconnaît que cette croissance n'a rien que de très naturel. Cet éveil, pour brusque qu'il apparaisse, était depuis longtemps prévisible.

## La société française-canadienne et la littérature

[Retour à la table des matières](#)

Une des optiques qui permet d'identifier de la façon la plus vive certains traits du jeune géant est offerte par la littérature qu'il a inspirée. Si l'on interroge la création littéraire au Québec depuis seulement vingt ans - une littérature qui éclate dans toutes les directions, dans le domaine du roman, du théâtre et surtout de la poésie - on est frappé par deux caractères dominants. En premier lieu, c'est une littérature dont les œuvres sont puissamment « réalistes ». Les univers romanesques créés par une Gabrielle Roy ou un Roger Lemelin, par un André Langevin, un Yves Thériault ou un Eugène Cloutier, collent de très près à une réalité humaine qu'ils transposent sans idéalisation ni lyrisme. Les œuvres recréent en les dramatisant

des phénomènes d'évolution psychologique et sociale qui sont le tissu de notre expérience quotidienne. Elles dissèquent et mettent à nu les processus de changement social avec franchise, quelquefois avec une désinvolture caricaturale qui peut aller jusqu'au cynisme. Si on compare cette littérature à celle d'une période précédente qui se complaisait avec nostalgie dans l'évocation d'un terroir disparu, on ne peut que la considérer comme une tentative parmi un ensemble d'efforts qui ont pour objectif de comprendre à la fois la déstructuration et la nouvelle orientation de notre société.

Une autre particularité de cette littérature, tout spécialement chez les plus jeunes écrivains, est son caractère de vigoureuse protestation. Nous avons eu, nous avons encore nos « jeunes hommes en colère » et leur voix s'est fait entendre avec de plus en plus de force. Il y a près de vingt ans, en 1948, paraissait à Montréal un pamphlet, signé par le regretté Émile Borduas qui devait tôt s'imposer comme l'un de nos grands peintres, sous le titre de Refus global. Ce document était plus qu'une pure dissertation. C'était un acte radical, révolutionnaire. Dès

sa parution et dans les années qui suivirent, il a séduit et influencé des centaines de jeunes à qui il offrait la voix de leur propre révolte intérieure.

À quoi donc Borduas et, à sa suite, quelques générations de jeunes Canadiens français qui se sont très rapidement succédé, opposaient-ils une révolte personnelle ? Comme le clame le titre même du pamphlet de Borduas, cette révolte est globale. Elle exprime un impérieux besoin de rompre avec le passé, de se libérer des valeurs traditionnelles de la société canadienne et de toutes les formes paralysantes de contrôle social exercées par l'Église, par la famille, par l'ensemble du milieu. Par dessus tout, il s'agit d'une révolte contre la « peur » - entendons par là l'épaisse muraille d'interdits qui ont jusqu'à maintenant comprimé le besoin d'une expression totale et franche de soi-même. En tant que telle, elle révèle de façon émouvante, à certains moments tragique et quelquefois erratique, un besoin latent d'émancipation et d'auto-affirmation qu'éprouve le milieu canadien-français.

## **Les changements dans les structures sociales**

[Retour à la table des matières](#)

Une telle évolution pourra étonner ceux des observateurs étrangers pour qui le Canada français correspond encore à des clichés anciens. Elle n'a rien qui surprenne quiconque a vu ou vécu de l'intérieur les transformations des structures de notre société. Il est banal de répéter qu'une industrialisation qui s'est révélée plus intense depuis la première guerre mondiale et l'urbanisation massive qui l'a accompagnée ont rendu plus hétérogène la société canadienne-française. De nouvelles classes socio-économiques sont apparues. Les classes anciennes ont éclaté. Bien que les frontières entre ces classes soient brouillées par la mobilité sociale et par la standardisation des modes de vie, il existe entre elles d'importantes différences d'attitudes, d'orientation et de conduite. Les nouveaux riches qui ont émergé des activités commerciales et financières, tous

ceux qui ont accédé aux Professions lucratives associées aux sciences appliquées, aux communications de masse, à la publicité et, en particulier, aux cadres supérieurs de la technologie industrielle, le disputent maintenant en prestige et en influence à l'élite que constituaient les membres des professions libérales traditionnelles. L'homme d'affaires canadien-français contemporain a conscience - d'occuper des positions considérablement plus élevées que celles de ses prédécesseurs dans les grandes entreprises industrielles et financières. Aux yeux des autres couches sociales, il représente un symbole de réussite.

D'autre part, la plus grande portion du Canada français québécois contemporain est constituée par une population de salariés industriels et non industriels. On connaît bien l'envergure et la puissance des grandes centrales syndicales québécoises et canadiennes qui encadrent les ouvriers du Québec. Ces centrales, en particulier la *Confédération des Syndicats Nationaux*, ont joué un rôle spectaculaire dans la défense des intérêts économiques et sociaux des ouvriers, dans la promotion ouvrière et dans l'inspiration d'un grand nombre de législations sociales. Au plan économique, l'ouvrier québécois jouit d'un niveau de vie de type nord-américain. Ce niveau de vie est conditionné par les ressources et par le style de consommation d'une société en voie de devenir opulente et, si on le compare aux niveaux de vie européens, il est élevé. Les « problèmes » de l'ouvrier québécois sont d'un autre ordre. Ils réfèrent à une prise de conscience de ses aspirations spécifiques et de la responsabilité qu'il entend assumer dans une société où les valeurs et les formes de participation sociale -sont remises en cause. C'est dans une quête analogue que sont engagées d'autres catégories sociales importantes : intellectuels, instituteurs, animateurs sociaux de toutes variétés qui, dans les mouvements sociaux, par la presse, par la télévision, tentent de provoquer l'élucidation d'une nouvelle définition de -la société canadienne-française.

Les incertitudes de la société globale se révèlent particulièrement au sein des couches sociales encore mal définies que l'on peut appeler des classes moyennes. Constituées des petits hommes d'affaires et des petits marchands, de la foule des collets blancs du fonctionnarisme et des entreprises de services, ces classes forment un univers social perplexe et agité. Leur niveau -de vie s'est relativement moins amélioré que celui de l'ensemble de la population ouvrière et bourgeoise. Elles semblent, plus que les autres strates sociales,

souffrir de frustrations et y donnent voix de façon plus tumultueuse. Elles sont politiquement plastiques, aptes à se laisser entraîner et modeler par tout leader qui saura s'imposer. C'est dans leurs rangs que se sont retrouvés un nombre impressionnant de partisans d'un mouvement politique aussi ambigu que le Crédit social qui, durant les dernières années, a fait une étonnante percée dans le Québec.

## La vie politique

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les avenues et toutes les perspectives sur le Québec contemporain font déboucher sur sa vie politique. Si paradoxale qu'elle semble de l'extérieur, cette vie politique laisse cependant transparaître un relief précis si, dépassant les remous périphériques ou superficiels, on tente de dégager certaines tendances historiques fondamentales.

On peut, en effet, diviser l'histoire politique canadienne-française moderne en deux périodes caractéristiques :

1. celle qui va de 1867, moment de la Confédération canadienne, à la fin de la première guerre mondiale ;
2. celle qui s'étend -des années 1920 à nos jours.

Durant la première période, l'intérêt politique canadien-français est centré sur Ottawa. L'effort politique consiste à participer, sur la scène fédérale, à la création d'un Canada nouveau. Les efforts et les ambitions à ce niveau sont déçus car les Canadiens français avaient interprété la loi de 1867, l'Acte de l'Amérique du nord britannique, comme un pacte entre les deux principaux groupes culturels du pays. Ils avaient cru que, selon ce pacte, ils se verraient en tant que Canadiens de langue et de culture françaises, attribuer un statut de partenaires égaux tant dans la structure officielle que dans la conduite effective des destinées du pays. Devant une accumulation de déceptions, ils ont peu à peu perdu confiance dans le régime confédératif. Aussi bien, après la césure que marquent les années de

l'après-guerre de 1914-1918, leur intérêt s'est concentré sur Québec, sur le gouvernement provincial, sur leur gouvernement. De plus en plus, les Canadiens français ont vu le Québec non seulement comme le milieu géographique qui leur appartient depuis les débuts de la colonisation française en Amérique mais comme le seul cadre politique qui puisse incarner leurs aspirations comme peuple et comme porteurs d'une culture propre.

Ce qui se passe aujourd'hui dans le Québec n'est rien d'autre qu'une recrudescence de cet irréversible mouvement de fond. Le gouvernement actuel, dirigé par M. Lesage, a commencé à faire écho, pour la première fois d'une façon positive, à ce profond besoin d'affirmation de soi, d'expression de soi, d'autonomie effective. Bien sûr, on peut demander : « Pourquoi cet affranchissement commence-t-il à se manifester maintenant ? Pourquoi n'est-il pas survenu plus tôt ? » Les raisons sont nombreuses et j'ai fait allusion à l'une des plus décisives en mentionnant l'action des nouveaux leaders sociaux qui, surtout depuis la seconde guerre mondiale, ont cherché à définir une nouvelle société canadienne-française. Notons-en encore deux autres qui semblent capitales :

1. le fait que, durant plus de quinze ans, le progrès social et culturel du Québec a été systématiquement freiné sinon condamné par le gouvernement autocratique de M. Duplessis ;
2. le fait que les Canadiens français, au fur et à mesure qu'ils créaient ou consolidaient des structures sociales nouvelles (dans le syndicalisme, dans la vie économique, dans la vie universitaire) sur lesquelles ils pouvaient exercer un contrôle direct et efficace, se sont convaincus de la possibilité de devenir « maîtres chez eux ».

Le besoin d'autonomie, résultat cumulatif d'attitudes et d'idéologies nationalistes latentes depuis plus d'un demi-siècle, correspond à un stade de maturité politique et d'émancipation culturelle.

## Que sera l'avenir ?

[Retour à la table des matières](#)

C'est donc, comme on vient de le noter, de façon irréversible que l'intérêt politique canadien-français est centré sur le Québec. C'est à partir de ce postulat qu'il faut chercher à discerner l'évolution du rôle que joueront les Canadiens français dans l'ensemble de la vie politique canadienne au cours des prochaines années, soit dans le cadre d'une Confédération qui est à redéfinir radicalement, soit en dehors de toute confédération... L'« État du Québec » ne peut plus disparaître.

Les réalisations de l'actuel gouvernement québécois témoignent de l'ambition d'une affirmation originale dans la vie économique, dans le champ de l'éducation, dans les activités culturelles. Relevons quelques exemples : la création d'un Conseil d'orientation économique et d'une Société générale de financement, la nationalisation des ressources hydro-électriques ; la mise en marche d'une Commission royale d'enquête sur l'enseignement et la création d'un ministère de l'Éducation ; la création d'un ministère des Affaires culturelles, d'un ministère des Affaires fédérales-provinciales, etc. Même si les résultats de cette « révolution tranquille » sont enthousiasmants, il faut se garder de chanter le péan définitif. Tous les chemins ne sont pas encore tracés. Tant la société canadienne-française que le gouvernement québécois d'aujourd'hui et de demain devront répondre à plusieurs dilemmes. L'un de ces dilemmes est le suivant : quelle que soit la puissance revendiquée ou obtenue par l'État du Québec et que cet État soit socialiste ou non, la société québécoise francophone n'en devra pas moins rester dans une situation de communication avec les régions francophones du reste du Canada de même qu'avec le Canada tout entier. L'affirmation de soi devra demeurer compatible avec l'ouverture aux autres. Or, rien n'indique ce que pourraient être les formes concrètes d'une telle ouverture ni d'une telle communication.

J'ai évoqué un jeune géant en train de s'éveiller. Il est difficile de prévoir ce que seront ses prochains gestes et la direction où le conduiront ses prochains pas. Ce qui est sûr c'est que la vie du Québec va continuer, pour un temps encore assez long, à en être une de tensions. Tensions internes et tensions par rapport au monde extérieur, canadien et nord-américain. Quelque forme que prenne son avenir, le contenu en sera dynamique.

Fin du texte